



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

médecins spécialistes

Question écrite n° 56124

Texte de la question

M. Jacques Bascou * appelle l'attention de M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille sur la réforme en préparation du système de qualification des médecins souhaitant diversifier leurs compétences ou changer de spécialité. Le Conseil national de l'ordre des médecins a appris que, sans concertation préalable ni de l'ordre ni des syndicats médicaux, ni de la conférence des doyens, les services du ministère de l'éducation nationale prépareraient un projet de décret réformant ce système en place depuis un demi-siècle. L'organisation du système serait, selon ses informations, confiée aux commissions interrégionales d'internat à majorité universitaire, qui réduiraient fortement la représentation de la profession par rapport au système actuel. Il s'étonne de l'élaboration du projet par un ministère autre que celui ayant la santé publique dans ses attributions et souhaiterait savoir si une consultation des institutions représentatives des professions médicales est envisagée par le Gouvernement sur ce projet de réforme.

Texte de la réponse

L'attention du ministre des solidarités, de la santé et de la famille a été appelée sur la délivrance des qualifications médicales. Des dispositions récentes ont précisé les conditions dans lesquelles les personnes autorisées à exercer la médecine en France peuvent obtenir la qualification de spécialiste. En effet, le décret 2004-252 du 19 mars 2004 pris en application de l'article L. 632-12 4° du code de l'éducation et le nouveau règlement de qualifications fixé par arrêté du 30 juin 2004 permettent désormais à ces médecins d'obtenir une qualification de spécialistes lorsqu'ils n'en détenaient pas, situation des médecins dits « nouveau régime » qui, antérieurement, n'avaient pas accès aux commissions de qualification ordinale. Dans ce même cadre, ces médecins peuvent aussi obtenir une qualification différente de celle qu'ils détenaient antérieurement. Ainsi devient-il possible d'établir des passerelles entre spécialités et d'adapter le déroulement des carrières médicales aux évolutions des pratiques ainsi qu'à l'expérience acquise par les praticiens. Parallèlement, la loi 2002-73 du 17 janvier 2002 a réformé le régime des études médicales en remplaçant le concours de l'internat par des épreuves nationales classantes pour tous et en érigeant la médecine générale en spécialité. Compte tenu de l'importance de ces réformes et de la nécessité de permettre à des médecins qui ne les possèdent pas d'accéder à certains diplômes spécialisés (DES) et aux diplômes d'études spécialisées complémentaires (DESC) correspondants, comme de préciser les modalités de validation d'une expérience acquise, une réflexion est conduite avec le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en vue d'adapter la reconnaissance des qualifications médicales à l'évolution d'ensemble de la formation médicale. Il ne s'agit aucunement de remettre en cause la qualité du travail accompli par le conseil de l'ordre des médecins garant de leur compétence, ni de l'exclure du processus de qualification, pas davantage d'ailleurs que les représentants de la profession. Toute évolution associera l'ensemble des partenaires concernés.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bascou](#)

Circonscription : Aude (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56124

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 25 janvier 2005, page 718

Réponse publiée le : 29 mars 2005, page 3357